

BURKINA FASO

Unité-Progrès-Justice



64^E SESSION DE LA COMMISSION DES STUPEFIANTS (CND)
(VIENNE, DU 12 AU 16 AVRIL 2021)

Déclaration du BURKINA FASO au débat général

Prononcée par :

Son Excellence Monsieur Dieudonné KERE, Ambassadeur,
Représentant Permanent

(Vérifier au prononcé)

Madame la Présidente,

Je voudrais, tout d'abord, vous adresser mes félicitations pour votre élection pour présider les travaux de cette 64^e session de la Commission des Stupéfiants et vous assurer de la pleine coopération du Burkina Faso pour la réussite de votre mission.

Qu'il me soit également permis de remercier le Secrétariat pour les efforts déployés en vue de la tenue effective de cette session, en dépit des conditions difficiles imposées par la pandémie de covid-19.

Ma délégation souscrit aux déclarations faites par le Groupe africain et le G77 plus la Chine et souhaite faire la présente déclaration à titre national.

Madame la Présidente,

Le Burkina Faso, à l'instar de nombreux autres, est profondément préoccupé par le fléau des drogues et son corolaire d'effets nocifs sur la santé et le bien-être des populations, ainsi que sur la sécurité et le développement des Etats.

Les statistiques publiées dans le rapport mondial sur les drogues 2020 sont suffisamment interpellatrices, dans la mesure où 35,6 millions de personnes souffrent de troubles liés à la consommation de drogues dans le monde.

Selon le même rapport, environ 192 millions de personnes ont consommé du cannabis en 2018, faisant d'elle, la drogue la plus utilisée au monde, suivie des opioïdes, dont l'usage non médical exacerbe les crises de santé publique.

Au niveau du Burkina Faso, la situation est alarmante au regard des statistiques fournies par les services techniques en 2020.

Habituellement pays de transit, le Burkina Faso connaît de plus en plus une hausse de consommation de ces substances. En effet, au cours de l'année 2020, plus de 13 800 kg de cannabis et 289 346 kg de médicaments prohibés ont été

saisis. Dans le même temps, 420 personnes ont été interpellées dont 213 déférées au Parquet.

Parallèlement, le Gouvernement en collaboration avec des organisations de la société civile, poursuivent les programmes de sensibilisation au profit des jeunes surtout ceux des milieux scolaire et universitaire, des leaders d'opinion, des transporteurs routiers, ainsi que des couches vulnérables de la société.

Madame la Présidente,

Nonobstant les acquis cités plus haut, le phénomène de la drogue demeure une préoccupation majeure pour le Burkina Faso. En effet, au niveau sous régional, le Burkina Faso tout comme certains pays de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel sont confrontés à la problématique sécuritaire, marquée par des actes terroristes récurrents.

En outre, la décision prise par la Commission en décembre 2020 de modifier le système de classification du cannabis et de ses substances apparentées pose sans nul doute un défi majeur, car nous craignons que ce changement du système de contrôle n'entraîne une augmentation de la consommation du cannabis et des substances dérivées.

Par conséquent, tout en saluant l'appui de l'ONUDC aux efforts des Etats et de la CEDEAO à travers le Programme Régional pour l'Afrique de l'Ouest, nous appelons au renforcement de la coopération internationale et à l'assistance technique au profit des Etats membres, pour mettre en œuvre efficacement les engagements communs en faveur de la lutte contre le problème mondial de la drogue.

Nous appelons les Etats membres à soutenir l'Office afin de poursuivre ses efforts en appui aux Gouvernements en matière de lutte contre le trafic illicite de stupéfiants, la criminalité organisée qui y est liée, ainsi que l'abus de drogue.

C'est dans cette logique que ma délégation s'associe aux délégations de l'Algérie, de l'Égypte, du Kenya et du Nigeria pour proposer un projet de résolution visant à « améliorer la collecte de données et les réponses aux effets nocifs de l'utilisation non médicale des produits pharmaceutiques ». Elle appelle toutes les autres délégations à soutenir ledit projet de résolution.

Pour finir, ma délégation voudrait réaffirmer la disponibilité du Burkina Faso à œuvrer de concert avec les autres parties à la mise en œuvre des engagements et décisions en matière de lutte contre le fléau de la drogue.

Je vous remercie